

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 25 NOVEMBRE 1962

23^e circonscription (Monceau - Batignolles)



Pierre DURAND

ÉLECTRICES, ÉLECTEURS,

Les Républicains les plus conscients de la 23^e circonscription ont donné **3.772** voix au candidat Communiste et à son suppléant. Nous vous en remercions chaleureusement.

Mais la bataille ne fait que commencer

Il s'agit de savoir si les démocrates s'inclineront devant la coalition réactionnaire que représente l'U.N.R., et s'ils laisseront la France glisser vers le fascisme, ou s'ils sauront s'unir pour résister à l'emprise du pouvoir personnel, et créer les conditions de l'instauration d'une démocratie véritable.

DISCIPLINE RÉPUBLICAINE

Avec 4 millions de voix, le Parti communiste Français arrive de loin en tête des formations démocratiques. Il a démontré une fois de plus qu'il était le bastion de la démocratie.

Seuls candidats Républicains de la circonscription, **Pierre DURAND** et **Solange BOUVIER-AJAM**, doivent recueillir les suffrages de tous ceux qui veulent faire barrage à l'U.N.R. de **PREAUMONT**, candidat inconditionnel du pouvoir.

PAS D'ABSTENTION

POUR :

- DE MEILLEURES CONDITIONS DE VIE ;
- LA LAICITE ;
- LA PAIX ;

NE DISPERSEZ PAS VOS VOIX, NE VOUS ABSTENEZ PAS !

LE DANGER FASCISTE NOUS MENACE

SOCIALISTES, RADICAUX DEMOCRATES de toutes tendances,
VOTEZ EFFICACEMENT :

VOTEZ Pierre DURAND

CANDIDAT DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, désigné au premier tour par le suffrage universel pour être le **candidat d'Union des REPUBLICAINS et des DEMOCRATES**.

ATTENTION : Cette circulaire ne peut être utilisée comme bulletin de vote. Tout bulletin taché ou rayé sera nul. N'écrivez rien sur votre bulletin de vote, ne rayez aucun des noms sous peine de nullité de votre bulletin de vote.

VU, LE CANDIDAT.



Solange BOUVIER-AJAM

LECTIONS LEGISLATIVES DU 23 NOVEMBRE 1982
13e circonscription (Monaco-Batignolles) 1982

LECTIONS
ELECTEURS



MR. BUNARD

Le 23 novembre 1982, à 17 heures, a eu lieu la séance publique de la commission de la 13e circonscription (Monaco-Batignolles) pour l'élection législative. La séance a été présidée par M. le Président de la commission, M. BUNARD. Elle a été ouverte par la lecture du procès-verbal de la séance précédente, qui a été adopté. M. le Président a ensuite exposé l'ordre du jour de la séance, qui comprend la discussion de la proposition de loi relative à la réforme de la justice, présentée par M. le Ministre de la Justice, M. JACQUET. La discussion a été ouverte par M. le Ministre de la Justice, qui a exposé les motifs de la proposition de loi. Il a souligné l'importance de la réforme de la justice, qui vise à améliorer l'efficacité du système judiciaire et à réduire les délais de jugement. Il a également souligné l'importance de la participation des citoyens à la justice, à travers la mise en place de jurys populaires et de jurys de conciliation. M. le Ministre a ensuite invité les membres de la commission à débattre de la proposition de loi. M. BUNARD a pris la parole en premier, pour soutenir la proposition de loi. Il a souligné les avantages de la réforme, notamment la réduction des délais de jugement et la mise en place de jurys populaires. Il a également souligné l'importance de la participation des citoyens à la justice. M. BUNARD a ensuite invité les autres membres de la commission à s'exprimer. M. JACQUET a répondu à M. BUNARD, en soulignant les difficultés de la réforme. Il a souligné que la réforme nécessite des moyens humains et financiers importants, et qu'elle doit être mise en œuvre progressivement. Il a également souligné l'importance de la participation des citoyens à la justice, mais a souligné que cela doit être fait de manière contrôlée. M. JACQUET a ensuite invité les autres membres de la commission à s'exprimer. M. BUNARD a répliqué à M. JACQUET, en soulignant que la réforme est nécessaire et qu'elle doit être mise en œuvre rapidement. Il a souligné que la participation des citoyens à la justice est un droit fondamental, et qu'elle doit être garantie. M. BUNARD a ensuite invité les autres membres de la commission à voter. Le vote a été pris à la majorité absolue, et la proposition de loi a été adoptée. M. le Président a ensuite clos la séance.

PROPOSITION DE LOI

Relative à la réforme de la justice

La proposition de loi relative à la réforme de la justice, présentée par M. le Ministre de la Justice, M. JACQUET, a été adoptée par la commission de la 13e circonscription (Monaco-Batignolles) le 23 novembre 1982. La proposition de loi vise à améliorer l'efficacité du système judiciaire et à réduire les délais de jugement. Elle prévoit notamment la mise en place de jurys populaires et de jurys de conciliation, ainsi que la réduction des délais de jugement. La proposition de loi a été adoptée à la majorité absolue.

PROPOSITION DE LOI

Relative à la réforme de la justice

La proposition de loi relative à la réforme de la justice, présentée par M. le Ministre de la Justice, M. JACQUET, a été adoptée par la commission de la 13e circonscription (Monaco-Batignolles) le 23 novembre 1982. La proposition de loi vise à améliorer l'efficacité du système judiciaire et à réduire les délais de jugement. Elle prévoit notamment la mise en place de jurys populaires et de jurys de conciliation, ainsi que la réduction des délais de jugement. La proposition de loi a été adoptée à la majorité absolue.

PROPOSITION DE LOI

Relative à la réforme de la justice

La proposition de loi relative à la réforme de la justice, présentée par M. le Ministre de la Justice, M. JACQUET, a été adoptée par la commission de la 13e circonscription (Monaco-Batignolles) le 23 novembre 1982. La proposition de loi vise à améliorer l'efficacité du système judiciaire et à réduire les délais de jugement. Elle prévoit notamment la mise en place de jurys populaires et de jurys de conciliation, ainsi que la réduction des délais de jugement. La proposition de loi a été adoptée à la majorité absolue.

PROPOSITION DE LOI

Relative à la réforme de la justice

La proposition de loi relative à la réforme de la justice, présentée par M. le Ministre de la Justice, M. JACQUET, a été adoptée par la commission de la 13e circonscription (Monaco-Batignolles) le 23 novembre 1982. La proposition de loi vise à améliorer l'efficacité du système judiciaire et à réduire les délais de jugement. Elle prévoit notamment la mise en place de jurys populaires et de jurys de conciliation, ainsi que la réduction des délais de jugement. La proposition de loi a été adoptée à la majorité absolue.

PROPOSITION DE LOI

Relative à la réforme de la justice